



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures
Réf : SR

Dossier n° 745 ter

ARRETE portant modification des conditions de remise en état de la carrière de matériaux alluvionnaires exploitée par la société Les Gravières de Martres, établissements SABOULARD sur le territoire de la commune de Martres-Tolosane, lieu-dit « Salies »

12 - 17

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment :

- le livre V - titre 1^{er}, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le livre II – titre I et II , parties législative et réglementaire, relatifs aux milieux physiques ;

Vu le code minier, notamment l'article 107 ;

Vu le code du patrimoine et notamment le livre V – titre III, découvertes fortuites ;

Vu le code du travail et notamment le livre II - titre III, parties législative et réglementaire ;

Vu le code forestier ;

Vu le code rural ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code pénal ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ;

Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières et aux installations de stockage de déchets inertes et des terres non polluées résultant de leur fonctionnement (prospection, extraction et stockage) ;

Vu l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyses dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2009 approuvant le schéma départemental des carrières du département de la Haute Garonne ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Midi-Pyrénées en date du 1^{er} décembre 2009 approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral (dossier n° 745) du 28 juin 2002 portant autorisation de mise en exploitation d'une carrière sur la commune de Martres – Tolosane ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 août 2004 relatif à la modification des conditions d'exploitation et de la remise en état de cette carrière ;

Vu la demande présentée le 2 avril 2012 par laquelle la Société Les Gravières de Martres sollicite la modification des conditions de remise en état de cette carrière ;

Vu le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 17 avril 2012 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation spécialisée dite des carrières en sa séance du 20 Décembre 2012 ;

Considérant que, par lettre en date du 17 janvier 2013, le demandeur a été informé des propositions de l'inspection des installations classées et a été invité à se faire entendre par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CODENAPS) - formation spécialisée dite « carrières », en sa séance du 20 Décembre 2012 ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du

voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Haute-Garonne ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 août 2004 sont abrogées.

Article 2 :

L'arrêté préfectoral n° 16 (dossier n° 745) du 28 juin 2002 portant autorisation de mise en exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune de Martres - Tolosane lieu-dit « Salies », est modifié comme suit.

Article 3 :

L'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2002 est remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 4 :

Les prescriptions de l'article 17.2 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2002 sont remplacées par les prescriptions suivantes:

1. La remise en état du site est réalisée conformément à l'annexe 1 et doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation.
2. La remise en état de la carrière est coordonnée avec les travaux d'exploitation.
3. La remise en état consiste à créer un plan d'eau et une zone remblayée jusqu'au niveau du terrain naturel. Le lac présente les caractéristiques suivantes : superficie d'environ 6,5 ha, 362 m de long dans la direction est-ouest, et de 156 m de large dans la direction nord-sud.
4. Les berges du lac créé sont talutées dans les graves en place et doivent présenter un aspect aussi naturel que possible en évitant toute partie rectiligne.
5. Les berges reconstituées par talutage du matériau en place doivent présenter une pente maximale de 1H/1V. Les berges sur lesquelles s'appuient des remblais sont talutées avec une pente maximale de 1H/1V.
6. Les terres végétales sont régallées sur les matériaux de remblayage, au fur et à mesure de l'avancée de l'extraction.
7. Les berges, les remblais et en général toute zone remaniée, sont engazonnés dès leur création.
8. Une haie, d'une longueur totale de 500 m, composée de chênes pédonculés, érables champêtres, ormes, frênes, merisiers, noisetiers, cornouillers sanguins, alisiers, églantiers et prunelliers est plantée en bordure du site côté nord.
9. Les haies sont plantées avec une densité d'au moins un arbuste ou un arbre par mètre.
10. Sur le secteur remblayé, la terre végétale est sélectivement déposée et régallée jusqu'au niveau du terrain naturel. Cette terre est ensuite décompactée, scarifiée et ensemencée.

11. En fin d'exploitation l'ensemble du site est nettoyé et débarrassé de tous vestiges et matériel d'exploitation

Article 5 :

L'exploitant met en place, à ses frais, un réseau de trois piézomètres en aval de la zone d'exploitation. Des mesures à intervalles semestriels (pendant et après l'exploitation) seront réalisées portant sur la conductivité, le pH, les teneurs en nitrates, sulfates, ammonium, phosphates, chlorures, chrome, cadmium et nickel et la DCO (demande chimique en oxygène).

Les résultats du suivi seront transmis, dès réception, à l'inspection des installations classées, accompagnés des commentaires nécessaires.

Article 6 : voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai d'un an, à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

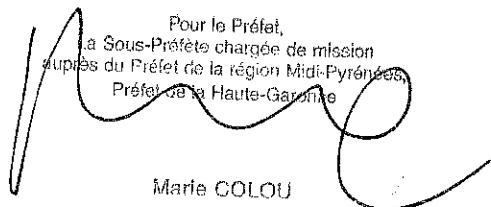
Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles, ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée, que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, inspecteur des installations classées, le Directeur Départemental des Territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société Les Gravières de Martres, établissements SABOULARD.

22 FEV. 2013

Pour le Préfet,
la Sous-Préfète chargée de mission
auprès du Préfet de la région Midi-Pyrénées,
Préfet de la Haute-Garonne



Marie COLOU